

Le Stéphanois

Bimensuel municipal d'informations locales



Saint-Étienne-du-Rouvray du 26 mars au 9 avril 2009 N°80

Les associations menacées de ruine

L'État se désengage de plus en plus du soutien qu'il apportait aux associations impliquées dans l'accompagnement social, l'éducation populaire, l'intégration. Quelle vie demain si ces structures doivent cesser leurs activités ? p. 7 à 10.



Le Planning familial, une des associations dont les financements sont en baisse, ici en intervention au collège Louise-Michel.

Stage de danse tip-top

Les jeunes danseuses du groupe Sexy chocolat organisent un stage de hip-hop avec de grands noms de la danse urbaine. p. 12



Contre le racisme



Le centre Georges-Déziré propose plusieurs temps forts contre le racisme, avec le Mrap et le Safran collectif.

p. 2

Du diplôme à l'emploi

L'Afij conseille les jeunes diplômé-es à la recherche d'un emploi ou d'un stage.

p. 3

Le crédit à double détente

L'association Que choisir dénonce les pièges du crédit revolving.

p. 6

Suivez le guide !

Retrouvez avec ce numéro, le guide complet des séjours et activités de vacances proposés aux jeunes Stéphanois cet été.

Vite dît

► Permanence d'élue

Pascale Mirey, élue déléguée au logement,

tiendra une permanence jeudi 9 avril à 14 heures, quartiers La Houssière/Ambroise-Croizat/René-Hartmann, à la salle polyvalente de la bibliothèque Louis-Aragon (rue du Vexin).

► Opération propreté cité des Familles

Le service de la voirie procédera à un grand nettoyage, dans le cadre de Ma ville en propre, les 6 et 7 avril à la cité des Familles, rues Pierre-Sémard, des Coquelicots, des Lys et avenue des Platanes.

► Collecte avancée

La collecte des ordures ménagères de lundi 13 avril (Pâques) est avancée au samedi, pour les secteurs 1 et 3 (haut de la ville).

► Permanences du collectif antiraciste

Mercredi 8 avril, 18 heures, le collectif solidarité antiraciste et pour l'égalité des droits tient une permanence pour les sans-papiers, au centre Jean-Prévost et mardi 21 avril à l'espace associatif des Vaillons (267, rue de Paris).
Contacts : 06 33 46 78 02.

Le Stéphanois

Journal municipal d'informations locales.
Directeur de la publication: Jérôme Gosselin.
Directeur de la communication: Bruno Lafosse.
Réalisation: service municipal d'information et de communication 02 32 95 83 83
serviceinformation@ser76.com
BP 458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray CEDEX
Mise en page: Aurélie Mailly.
Conception: Anatome.
Rédaction: Nicole Ledroit, Sandrine Gossent, Grégory Mesnil, Frédéric Seaux, Francine Varin.
Photographes: Jérôme Lallier, Guillaume Polère, Éric Bénard.
Distribution: Claude Allain.
Tirage: 15 000 exemplaires.
Imprimerie: ETC. 02 35 95 06 00.
Publicité: Médias & publicité, 01 49 46 29 46.

Sensibilisation

Le racisme mis en pièces

Le centre socioculturel Georges-Déziré fait la nique au racisme en organisant, à partir du 8 avril, une série d'animations autour de la lutte contre les discriminations.

Trois semaines « pour lutter contre le racisme et apprendre à vivre ensemble ». Rien que cela! L'équipe du centre socioculturel Georges-Déziré, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) et le Safran collectif ont uni leurs forces pour proposer une série de manifestations sur le thème de la lutte contre les discriminations de tout poil. Du 8 au 28 avril, ateliers pédagogiques, animations ludiques, jeux et spectacles seront ainsi proposés aux habitants et aux enfants des écoles. « Notre objectif est d'aborder le racisme de manière éducative, pour interpeller et informer le public », explique Martine Cadec, directrice du centre socioculturel.

Point d'orgue de ces animations, la pièce de théâtre *Heureux qui comme Ulysse*, qui emprunte son titre au fameux sonnet du poète Joachim du Bellay – donnée à voir mardi 14 avril à 20h30. Mise en scène par Thomas Rollin et présentée par sa troupe d'amateurs du Safran collectif, elle sera l'occasion d'une belle rencontre: acteurs et metteur en scène se lanceront, à l'issue de la représentation, dans un débat avec le



Heureux qui comme Ulysse... met en scène des galères de demandeurs d'asile.

public. L'occasion d'évoquer les difficultés à vivre ensemble, les problèmes entre voisins, la dégradation du lien social... Et aussi de se rendre compte que les préjugés naissent de l'ignorance de ce que vivent les autres.

Les auteurs de *Heureux qui comme Ulysse...* se sont appuyés sur une étude menée par une étudiante rouennaise en histoire contemporaine, dirigée par le comité local du Mrap de la Seine-Maritime. Ils y ont pioché des récits, des galères de demandeurs d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), des paroles de femmes africaines et d'hommes migrants. Le tout

sur un ton tantôt humoristique, tantôt dramatique.

« L'idée de l'opération "Apprendre à vivre ensemble" est née quand le Safran collectif et le Mrap m'ont proposé cette pièce. Elle m'a beaucoup affectée, mais on ne pouvait pas s'arrêter là, précise Martine Cadec. Il fallait l'inscrire dans une démarche d'éducation à la citoyenneté. C'est pour cela que nous proposons également deux expositions et une animation pour les enfants. Nous avons de la chance car ici la mixité s'opère bien, mais le racisme est un phénomène encore bien présent », souligne la directrice. Tout au long de l'année, l'équipe de Déziré tra-

vaille à renforcer les liens ados/adultes à travers l'organisation d'ateliers familles et favorise les rencontres entre enfants de toutes cultures. Dans ces circonstances, la proposition du Mrap ne pouvait pas mieux tomber. ♦

• *Heureux qui comme Ulysse...*

mardi 14 avril, 20h30, espace Georges-Déziré. Entrée: 6,50€, gratuit pour les moins de 16 ans accompagnés.

• **Jeu de loi**, animation pour les 8/12 ans, mercredi 8 avril à 15 heures. Gratuit.

Réservations au 02 35 02 76 90. Retrouvez tout le détail de la manifestation dans l'agenda culturel DiversCité, disponible dans les accueils municipaux.

Soutien aux jeunes en quête d'emploi

L'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés tient désormais une permanence mensuelle à la Mief.



Outre ses permanences, l'Afij organise régulièrement des rencontres avec les acteurs d'un secteur d'activités.

La Maison de l'information sur l'emploi et la formation (Mief) étoffe son offre de services à destination des personnes sans emploi. Désormais, chaque deuxième mardi du mois, l'Afij, association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, y tiendra des permanences. La première est fixée au 14 avril entre 14 et 17 heures.

« 16 % du nombre d'inscrits comme demandeurs d'emploi à la Mief, soit 280 personnes, ont des niveaux de diplômes bac +2 et plus. Une réponse plus adaptée à leurs problématiques sera à présent disponible, estime le directeur de la Mief, Emmanuel Jousselme. Ce dernier note également que la discrimination à l'embauche concerne aussi les emplois de haut niveau et que donc une aide

adaptée n'est pas négligeable. Par ailleurs, cette nouvelle permanence devrait permettre de créer des liens supplémentaires entre la ville et les étudiants qui seront d'ici peu 4000 sur le technopôle.

C'est Justine Legros, chargée de mission insertion auprès du relais départemental de l'Afij, qui recevra les étudiants en recherche de stage, les jeunes diplômés sans emploi, mais aussi les jeunes en échec en premier cycle universitaire. L'association nationale a vu le jour en 1994 suite à un constat : l'obtention de diplômes n'est pas toujours un passeport suffisant pour accéder au monde du travail. « Si dans la plupart des grandes écoles, il existe un accompagnement, à l'université, les étudiants ne disposent par exemple pas d'ateliers pour apprendre à rédiger un CV ou une lettre de motiva-

tions. Et pour ces questions, internet n'est pas toujours l'idéal, on y trouve tout et n'importe quoi. »

La jeune femme fournira des conseils pratiques, précisera les techniques de recherche d'emploi et aiguillera le public vers les interlocuteurs les plus adaptés. Le relais de l'Afij, basé à Mont-Saint-Aignan, organise des rencontres régulières avec des professionnels : les métiers de la communication le 15 avril, ceux de la fonction publique le 26 mai. Elle collecte également, grâce à son réseau, de nombreuses offres d'emploi. ♦

• **Contacts :**
relais Afij Seine-Maritime,
11, rue Lavoisier à Mont-Saint-Aignan. Tél. : 0235712251.

Mief, 3, rue du Jura.
Tél. : 0232958330.



Une démarche éco-responsable mise à mal

Depuis de nombreuses années, notre ville s'est résolument engagée dans une stratégie de développement durable, notamment avec la maîtrise de l'énergie, l'utilisation d'énergies renouvelables, et la lutte pour la diminution des gaz à effet de serre. Plusieurs réalisations ou actions en témoignent : cuisine François-Rabelais aux normes HQE, construction d'une chaufferie bois au Château Blanc, véhicules électriques et utilisation de diester pour la flotte municipale, démarche éco-responsable dans la gestion des espaces verts, fossés d'assainissement végétalisés. Nous souhaitons renforcer cette démarche dans les mois et les années à venir et nous espérons que la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement nous en donnerait les moyens. Malheureusement, les mesures proposées dans la loi dite Grenelle II, bientôt en discussion à l'Assemblée, sont en retrait par rapport aux objectifs affichés. Et l'on peut se demander comment les collectivités locales pourront engager d'importants programmes de rénovation et d'économie d'énergie si les dotations de l'État continuent de baisser, si la taxe professionnelle disparaît, si les communes elles-mêmes sont mises à mal quant à leur existence à l'issue de la commission Balladur.

Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le fossé continue à se creuser entre les discours de nos dirigeants et leurs actes concrets.

Hubert Wulfranc,
maire, conseiller général

La scolarisation se joue aussi à 2 ans

À la rentrée dernière, 126 enfants de 2 ans ont fait leurs premiers pas dans une des écoles maternelles stéphanoises. Les élus sont en effet persuadés qu'une entrée précoce dans l'école contribue à l'épanouissement de l'enfant, favorise son adaptation à la vie en collectivité et sans doute aussi aide à sa réussite scolaire. Mais cette possibilité est de plus en plus remise en cause. « Pour l'Éducation nationale, les 2 ans ne comptent pas dans les effectifs pris en compte pour les ouvertures ou fermetures de classe. L'an dernier, cette scolarisation s'est réduite faute de place dans les écoles.

Et on voit bien que de plus en plus, le gouvernement veut privilégier les offres "petite enfance", avec des jardins d'enfants à la charge des communes ou des incitations fiscales pour la création de crèches interentreprises », rappelle Olivier Lebas, directeur du service municipal de l'enfance. Les inscriptions en maternelle, pour les enfants nés avant septembre 2007, et pour ceux entrant au CP en septembre prochain, sont ouvertes en mairie ou à la maison du citoyen. Vous devrez présenter un justificatif de domicile récent et le livret de famille. ♦

Salon du collectionneur

Le Club philatélique de Rouen et région

organise la 13^e journée du collectionneur, réservée aux particuliers, dimanche 5 avril, à la Halle aux Toiles, place de la Basse-Vieille-Tour à Rouen. Entrée libre de 10 à 18 heures. Informations au 06 87 29 26 29.

Soirée africaine solidaire

Mboumba'so, l'association de solidarité avec le Sénégal, organise une soirée vendredi 3 avril à la salle festive, à partir de 20 heures avec repas africain, spectacle, exposition sur la maternité de Mboumba et le projet d'école. Participation adulte : 20€, enfant : 7€. Réserver au 06 87 28 36 66.

La santé des retraités

Quelles sont les attentes des personnes âgées en matière d'accès et d'information à la santé ? Le service vie sociale des seniors et l'association La Boussole invitent la population à un échange sur la question jeudi 9 avril de 14h30 à 16 heures à la résidence pour personnes âgées Ambroise-Croizat.

Coinchée et tarot

Le Comité des quartiers du centre organise une journée cartes samedi 4 avril à l'espace associatif des Vaillons (267, rue de Paris). Coinchée (possibilité de aller en Mobilo'bus) à 14 heures ; tarot à 21 heures. Renseignements au 06 63 06 06 39.

Enfance

Cap sur les vacances d'été

L'été prochain, l'offre municipale de loisirs proposée aux enfants sera variée et accessible. Il est déjà l'heure de s'inscrire.

Les frimas de l'hiver à peine envolés, il est déjà l'heure pour les familles de penser aux vacances d'été des bambins. Les jeunes âgés de 6 à 16 ans vont ainsi retrouver en juillet et en août les centres de loisirs maternels (3-6 ans), primaires (6-13 ans) et les centres à thème (7-16 ans) : destination sports, évasion, arts et cirque, sciences et cinéma. Pour les courts séjours, une semaine, les 6-13 ans poseront leurs valises dans le Calvados, à la mer, à la ferme ou au centre équestre.

Il sera aussi possible de partir un peu plus longtemps en centre de vacances, au minimum dix jours. Là, il n'y a que l'embarras du choix. « *Nous avons toutefois privilégié, pour les plus jeunes des séjours proches, en Normandie ou en Bretagne, précise Olivier Lebas, responsable du service municipal de l'enfance. Nous estimons que c'est plus sécurisant pour les parents de savoir que leurs enfants ne sont pas trop*



Un très large choix d'activités vacances est proposé aux enfants. Ici initiation au cirque.

loin pour de premiers départs. » Pour les autres, il faudra faire son choix entre « un voyage au centre de la terre » dans le Puy de Dôme, de la glisse dans les Landes, un voyage linguistique à Malte, un séjour itinérant en Tunisie...

Outre les garanties réglementaires réclamées aux organismes retenus pour ces séjours, la Ville formule ses propres exigences pour s'assurer du

sérieux des prestataires, en termes d'hébergement, de repas ou de lieux de départs...

Attention, les pré-inscriptions débutent en mairie ou à la maison du citoyen. Les tarifs pratiqués pour les différentes formules sont fonction du quotient familial. Il ne faut pas hésiter à se rendre au service des affaires sociales pour demander un nouveau calcul lorsque la situation du foyer a

changé récemment. Cela peut avoir une réelle incidence sur le coût des activités ou des séjours. ♦

• Guide des vacances :

retrouvez toute l'offre de loisirs proposée aux enfants cet été dans le supplément diffusé avec ce numéro du *Stéphanois*. Informations auprès du service de l'enfance au 02 32 95 83 83.

Santé

La CPAM baisse le rideau rue Carnot

Depuis le 2 mars, l'accueil de la Caisse primaire d'assurance maladie de la rue Lazare-Carnot a définitivement baissé son rideau de fer. Pas assez de public, pas assez rentable, la CPAM a donc décidé de supprimer cette antenne qui recevait en moyenne 24 personnes par jour.

Désormais, tous les assurés doivent se rendre aux bureaux du Madrillet, situés place Jean-Prévost. Cette antenne de proximité joue donc un rôle majeur, notamment pour les personnes bénéficiant de la couverture maladie universelle (CMU). La fermeture, rue Lazare-Carnot,

est la conséquence d'une réorganisation globale de l'accueil du public par la CPAM Rouen-Elbeuf qui doit se mettre en place d'ici 2012. ♦

• Horaires d'ouverture de la CPAM du

Madrillet: du lundi au vendredi, de 8 heures à 11h45 et de 13 heures à 16h30.

Le printemps bourgeoonne en ville

Plantations d'arbres, entretien des haies et des massifs : le service des espaces verts prépare la belle saison un peu partout dans la ville.

Des troènes et des érables ont commencé à prendre racine en bordure des nouvelles rues du quartier Jean-Macé, où les chantiers de constructions de pavillons sont achevés. Au total, la Ville prévoit de planter 160 arbres à Macé dans les trois ans à venir, « de petits arbres qui n'auront pas un grand développement, qui sont adaptés à la vie citadine », précise Christian Saussaye, responsable du service des espaces verts.

Sur la nouvelle avenue de Felling, notamment sur l'îlot proche de l'espace commercial, des plantations de troènes ont également commencé. En attendant de voir pousser les habitations. Des arbres encore, des ginkgos et des chênes, ont été installés dans l'extension du cimetière du Madrillet. Ils n'apporteront pas d'ombre avant quelques années, mais agrémentent déjà

ce lieu de souvenir. Dans le bas de la ville, le service des espaces verts réalise surtout un travail d'entretien. Une haie de cotonéasters de l'avenue du Bic Auber a été changée au profit de lauriers-tins. « C'est une essence qui devrait vieillir plus en douceur, explique Vincent Neveu, du service municipal. Nous essayons dans les nouvelles plantations de faciliter

le travail d'entretien, tout en évitant le recours aux produits chimiques. » Juste à côté, une rangée de pommiers fleurs a été remplacée par des poiriers fleurs. Dans l'école Frédéric-Rossif, la haie de thuyas, régulièrement malades, va laisser la place à une haie champêtre: « c'est mieux pour la biodiversité », assurent les techniciens. Une autre haie champêtre sera

plantée près de l'école Langevin. À côté, rue Julian-Grimau, des passants n'ont pas compris que sous les bâches, de petites plantes s'efforçaient de germer. Le service va devoir replanter quelques massifs qui ont été piétinés. Au rond-point des vaches, place à la couleur. Les essences plantées mettront du jaune, du rouge et du bleu dans les massifs. ♦



Des centaines d'arbres et arbustes sont en cours de plantation un peu partout en ville.

Découvertes

La Maison des forêts s'anime

En ce printemps naissant, la Maison des forêts de l'agglomération propose de nombreuses animations. Pendant les week-ends d'avril, des visites sont organisées autour de l'exposition « Mares d'hier, mares d'aujourd'hui » conçue par l'Agence régionale de l'environnement Haute-Normandie. À noter que le Mobilo'bus y conduit les personnes à mobilité réduite dimanche 26 avril en réservant au guichet unique: 0232958394.

Samedi 4 avril, de 14 heures à 16h30, une animation est proposée autour de la « découverte des énergies durables », destinée aux adultes, avec visite de la Maison des forêts (construction bois et chauffage bois), suivi d'une conférence sur les énergies renouvelables.

Dimanche 5 avril, de 10 à 12 heures, la Maison des forêts invite à une balade commentée sur les bourgeons et la reconnaissance des essences forestières. Cette

sortie est gratuite pour tout public à partir de 7 ans (enfants accompagnés d'adulte), mais peut être annulée en cas de tempête ou forte pluie. Réservations conseillées au 0235529320 pour ces deux dernières animations. ♦

• **Maison des forêts**, chemin des Cateliers (près du centre de loisirs de La Sapinière). Consultation libre les samedis de 14 heures à 17h30 et dimanches de 10 heures à 17h30.

Vite dit

► Vie libre sans alcool

L'association Vie libre reçoit les personnes ayant des problèmes avec l'alcool lors de permanences au centre Georges-Déziré, salle Flora-Tristan (271, rue de Paris), vendredis 3 et 17 avril de 18h30 à 20 heures. Contact: Jean-Paul, 0643361921.

► Vaccinations gratuites

Séances de vaccinations gratuites pour adultes et enfants à partir de 6 ans: mardi 7 avril de 16h30 à 18 heures, centre médico-social du Château Blanc, rue Georges-Meliès, Tél.: 0235664995; mercredi 8 avril de 9h30 à 11 heures et jeudi 23 avril de 16h45 à 18h15, au centre du Bic Auber, immeuble Cave-Antonin, Tél.: 0235640103.

► Enquête publique

La société SAS Madrillet Énergie, sollicite l'autorisation d'exploiter une chaufferie fonctionnant principalement au bois située à l'angle des rues Ernest-Renan et Denis-Papin au Château Blanc. Le dossier est consultable du 6 avril au 6 mai, aux services techniques de la mairie, du lundi au vendredi, de 8h30 à 12 heures et de 13 à 17 heures. Jacques Lamy, commissaire-enquêteur, recevra les déclarations verbales ou écrites les 6 et 18 avril de 9 à 12 heures; 21 et 29 avril de 14 à 17 heures et 6 mai de 14 à 17 heures.

► Loto à l'école

Les parents d'élèves FCPE de l'école Joliot-Curie II organisent un loto le 3 avril, à 18h30.

► Collecte de produits alimentaires

La Banque alimentaire organise une collecte de produits alimentaires non périssables les 3, 4 et 5 avril aux portes des supermarchés.

ÉTAT CIVIL

Mariages

Antoine Renet et Florelle Collet, Kamel Ben Yekhlif et Nadia Ghorzi, Mohamed Sajea et Khira Elkatani, Jacky Chéron et Christine Goupil.

Naissances

Marouane Afkir, Rahyan Amjahad, Axel Barbier, Linor Behluli, Maxence Boucetta-Hervieux, Yelena Boucher, Alyssa Cousin, Simon Delair, Manon Desprin, Lana Dewarlez, Kelly Dumont-Cosnard, Nawel Esseid, Lilia Gauhy, Lorine Grévrard, Héléne Grosley, Farh Hamou, Sidonie Joly-Roussel, Benisse Kilambo-Tambue, Louis Le Bars, Tim Leguidard, Mourtaza Malik, Pablo Martins, Chloé Maugard, Shanon Morainville, Clara Pacheco, Sukayla Ramtani, Titouan Ribeiro, Mervé Solmaz, Mohamed-Ali Oumlil, Léon Pierre, Yvann Vernack.

Décès

Paulette Lerebours, Albert Yon, Daniella Tréfoüel, René Cozic, Arlette Rose, Lucienne Bellavoine, Abdelhamid Laribi, Jérôme Desile, Daniel Bréant.

Consommation

Un revolving sur la tempe

L'association de défense de consommateurs Que choisir monte au créneau pour dénoncer les dangers du crédit revolving, en particulier dans la grande distribution.

Le crédit revolving, ou renouvelable, frappe deux fois. D'abord en se présentant comme un crédit facile et pratique alors qu'avec un taux d'intérêt de 13 à 20 %, il est plus cher que d'autres. Ensuite, il est souvent caché dans une carte de fidélité. Cette carte qui, outre des facilités de paiement, vous offre un petit crédit renouvelable de 1500, 5000€ ou plus. Tous les grands magasins, hypermarchés, société de vente par correspondance, mais aussi Renault, Total s'y mettent, sans compter les organismes de crédit... 43 millions de crédits de ce genre sont ouverts en France. Cela ressemble assez aux abus de *subprimes*...

Certains déjà plongent. La Haute-Normandie, avec 18000 dossiers de surendettement est la deuxième région la plus touchée, derrière le Nord-Pas-de-Calais. « Le plus grand motif au surendettement, c'est le manque d'argent », dénonce



Des cartes de fidélité qui cachent parfois de très mauvaises surprises avec des crédits à des taux prohibitifs.

Pierre Brunet, de l'UFC Que Choisir d'Évreux. *Quand vous vivez à crédit, le moindre pépin de la vie vous endette. Dans cette période fragile, les gens vont se retourner vers des crédits qui vont encore détériorer leur pouvoir d'achat.*

L'association de défense des consommateurs a décidé de saisir les élus pour dénoncer les abus de ce crédit facile.

Elle demande l'interdiction du crédit revolving sur les lieux de vente. L'enquête qu'elle a menée démontre que le crédit

revolving est systématiquement proposé, sans information, ni vérification de la solvabilité de l'emprunteur, lors d'un achat d'électroménager. Selon Alain Rouzies de Que Choisir Rouen, « ce type de crédit vise surtout les ménages modestes, on le retrouve dans tous les cas de surendettement ». Selon l'enquête de Que Choisir, les banques ne proposent quasiment pas le crédit revolving et informent les emprunteurs. Elles seraient donc vertueuses... Pas vraiment, car les grandes banques détiennent les établissements de crédit : Cetelem, Sofinco, Finaref, Franfinance... Un phénomène auquel le gouvernement vient de promettre de s'attaquer en allongeant le délai de rétractation de 7 à 14 jours, en encadrant la publicité mais aussi en luttant contre ces crédits dont on rembourse les intérêts sans fin... Mais pour les associations de consommateurs, le compte n'y est pas. ♦

Hartmann

L'info-café déménagement

Désormais, les habitants du quartier Sud de la ville peuvent pousser la porte de l'info-café à l'espace Célestin-Freinet. Ce temps de rencontre et d'échange quitte le 5, rue Hartmann pour les locaux du centre social de La Houssière. Le mardi après-midi, à partir de 14 heures, hors vacances scolaires, les habitants sont accueillis par Christophe

Dalibert, agent de développement social. Si la discussion se fait toujours de manière libre, des thèmes permettent désormais d'aller plus loin. Ainsi, mardi 31 mars, Art-Scène présente son nouveau projet : « Autour de la femme mosaïque et des témoignages d'habitants ». Le 7 avril, c'est l'antenne sociale de la Caisse d'allocations familiales qui invite à découvrir son pro-

gramme d'activités. Le 14 avril, le Comité de quartier Hartmann, prépare La fête du quartier et les initiatives d'habitants. Enfin, le 21 avril, la médiatrice sociale du Foyer Stéphanois expliquera son rôle. ♦

• **Centre social de La Houssière,**
espace Célestin-Freinet,
17 bis, avenue Ambroise-Croizat.



Atelier relais avec radio Francas au collège Henri-Matisse de Grand-Couronne.

Les associations perdent leurs moyens

Santé, sport, solidarité, famille: elles rendent au quotidien de petits et grands services aux citoyens. Mais, par temps de crise, les associations ne sont pas épargnées. Elles voient baisser leurs subventions gouvernementales de manière dramatique depuis l'an dernier. Leurs services, et parfois leur existence, sont en péril. Exemples stéphanois.

Interlude, le lieu d'accueil parents/enfants, a dû restreindre ses jours d'ouverture hebdomadaire pour ne pas supprimer d'emplois, et dorénavant il sera fermé pendant les vacances scolaires. « Nous avons pu boucler l'année 2008 mais nous ne savons pas comment nous allons faire en 2009, soupire Cécile Caron, présidente de l'association. Le Reaap* a vu ses crédits diminuer de moitié, nos subventions risquent de baisser de moitié,

dans le meilleur des cas. » La Confédération syndicale des familles (CSF) a fermé son atelier couture et cuisine dans le quartier Verlaine, l'emploi aidé qui l'animait n'a pu être pérennisé. « Pourtant, cela allait bien au-delà de la couture, regrette Annie Geslin, présidente de la CSF. C'était un lieu d'échange, de convivialité, un moment où faire passer des informations sur la santé, la consommation... » Les deux ateliers d'accompagnement scolaire avec les élèves des écoles Jean-Macé et

Victor-Duruy sont subventionnés jusqu'à fin juin. « Après, on ne sait pas, s'inquiète Annie Geslin. Nous intervenons depuis 1982, ça nous embêterait d'arrêter... » Mêmes craintes pour l'accompagnement assuré avec le collège Louise-Michel auprès des jeunes élèves non francophones qui viennent d'arriver en France et pour l'atelier vie quotidienne qui aide les femmes du Château Blanc à parler français et à s'intégrer. L'Acse, Agence nationale pour la cohésion sociale et l'éga- ➔

→ lité des chances, a vu ses missions recentrées sur l'accompagnement social dans les quartiers en renouvellement urbain, avec un budget réduit de 60 millions d'euros. Elle ne s'occupe plus d'accompagnement social des populations immigrées, d'apprentissage de la langue, de lutte contre les discriminations, tout cela a été transféré au ministère de l'Immigration. De même, Femmes inter associations (FIA) qui fait de la médiation interculturelle et de l'interprétariat pour les associations, ne sait pas si ses deux emplois aidés vont être prolongés. « *Et s'ils ne sont plus là, on ferme* », redoute Néné Camara, présidente de cette petite structure.

Le Caps aussi rencontre des difficultés. Le Comité d'action et de promotion sociale accompagne dans la ville les familles concernées par les opérations de renouvellement urbain, à Verlaine hier, aujourd'hui à Macé. Si ces actions ne sont pas mises en cause, le réseau d'échange des savoirs qu'il fait vivre auprès d'un millier de familles dans le département a perdu ses financements. Une perte en chaîne puisque le retrait des subventions d'État fait disparaître celles du Département.



Les deux ateliers d'accompagnement scolaire menés par la Confédération syndicale des familles sont sérieusement menacés.

« *Le dispositif n'a pas à ce jour trouvé ses financements, nuance prudemment Philippe Cany, directeur général du Caps, on sait que l'avenir sera difficile.* »

« *L'État se désengage, ce n'est pas nouveau, mais cela s'accélère, accuse Cécile Caron, présidente d'Interlude. Elle juge avec amertume le fait que les collectivités locales se contentent d'en faire le constat.* » Elles devraient faire

Les subventions en faveur de l'aide aux familles vulnérables sont en chute libre.

des simulations, comment cela sera demain sans les associations? On laisse tomber les gens dans la crise? Les communes sont plus volontaristes, mais elles ne pourront pas tout faire...

Et les associations occupent un espace où l'institutionnel ne peut pas jouer. Elles sont plus proches, plus accessibles. C'est ce qui crée du lien social, de la citoyenneté. À Interlude, les usagers peuvent participer

à l'assemblée générale, ce n'est pas rien. »

Même le Planning familial est attaqué. Le mouvement national de conseil à la sexualité et la contraception perdrait 2 millions d'euros en 2009. « *Cela ne remet pas en cause l'association locale, car notre centre de santé est financé par le Département, rassure Élisabeth Ménestrier, conseillère conjugale. Mais c'est quand même 5000€ de moins par an, alors que les jeunes, les femmes sont de plus en plus*

précaires, sans mutuelle, sans moyen de contraception... Tout se cumule. »

Les crédits ministériels consacrés à l'aide aux familles vulnérables sont de ceux qui baissent le plus cette année. Alors même que ces familles sont les premières frappées par les effets de la crise, victimes des plans de licenciement, fragilisées pour se soigner, se loger... Pour elles, la note est vraiment salée. ♦

* Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents

Craintes sur l'action sociale de la Caf

Les associations redoutent aussi la fusion annoncée en 2010 des quatre Caisses d'allocations familiales du département. L'engagement très fort de la Caf de Rouen sur le terrain social va-t-il se poursuivre ? « **C'est préoccupant, juge Joachim Moyses, premier adjoint au maire. Ces associations sont des partenaires évidents. Depuis plusieurs années, nous travaillons ensemble, Ville, habitants, associations, dans une confiance mutuelle. La remise en question de leurs missions est un vrai risque pour ce pacte social.** »

Désengagement: l'effet domino

La Ville n'est pas épargnée par ces restrictions de crédit: le centre Georges-Brassens a perdu l'an dernier la subvention de 1500€ qui soutenait le Clas, atelier de soutien scolaire. Pour 2009, il devrait voir disparaître le financement de 8300€ que la Ddass apportait aux actions d'accompagnement social des familles dans ce quartier. La Ddass, Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, devrait d'ailleurs bientôt disparaître, rem-

placée par une Agence régionale de santé, super structure intégrant les agences régionales d'hospitalisation, les Ddass, et une partie des services de l'assurance-maladie. Côté sports, la direction régionale de la Jeunesse et des sports, représentant du secrétariat d'État aux Sports, a informé la mairie qu'elle ne « peut plus soutenir le dispositif Ticket sport en 2009 car les crédits qui le permettaient ont été supprimés ».

L'éducation populaire mise hors-jeu

Les associations d'éducation populaire sont fortement touchées et fragilisées par les baisses des participations de l'État.

« **L**es instituteurs de maternelle changent les couches, et nous on joue au ballon », soupire désabusé Jean-Pierre Payel, trésorier de la Ligue de l'enseignement de la Seine-Maritime. Fin 2008, le ministre de l'Éducation nationale a décidé de supprimer 25 % de ses financements aux associations d'éducation populaire. Et surtout, la fin des détachements d'enseignants dans ces structures. Un coup de tonnerre. Tous les acteurs de l'éducation populaire se sentent désavoués et voient disparaître leurs moyens d'agir. « Nous faisons beaucoup d'activités qui ne peuvent se financer elles-mêmes, vers des familles qui ne pourraient pas payer totalement », plaide Jean-Pierre Payel. La Ligue, qui a son siège rue Ernest-Renan, fait partie des associations souvent retenues dans les séjours de vacances municipaux. « Elles ont des prestations que d'autres n'ont pas, du contenu éducatif », souligne Olivier Lebas, responsable du service municipal de l'enfance. Ce que Jean-Pierre Payel appelle « faire découvrir des modes de vie différents, sans supermarché ni MacDo; rendre sensible

l'importance de l'autre, du vivre ensemble; mettre les enfants en position d'organiser plutôt que simplement consommer ». Même inquiétude chez les Francas et les Céméas, mouvements d'éducation et de formation des animateurs de centres de loisirs ou de vacances. Le retrait des enseignants détachés va casser des organisations. « Leur rôle ici est pertinent, regrette Stevens Lemoine, responsable départemental des Céméas. C'est ce qui assure la complémentarité avec l'Éducation nationale. » Leur « retour au bercail », selon les termes du ministre, ne changera pas grand chose à la situation scolaire. Ils sont à peine un millier à œuvrer dans les associations, pas de quoi compenser les 13 500 postes d'enseignants qui doivent être supprimés en 2009. En outre, certains travaillent pour l'école: ils gèrent par exemple des structures qui accueillent les classes de découvertes. Les subventions Jeunesse et sports diminuent aussi fortement, 15 % environ, fait remarquer Johann Wallon, délégué départemental des Francas et membre du Crajep, Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation →



En haut, intervention du Planning familial avec l'Aspic au collège Louise-Michel. En bas, atelier vie quotidienne proposé par la Confédération syndicales des familles à l'école Jean-Macé.

→ populaire, installé aussi à Saint-Étienne-du-Rouvray. « Ça devient difficile de maintenir nos activités sur le territoire. En trois ans, nous avons perdu 3,5 postes en Normandie, on voit difficilement l'avenir. » « Si ça ne change pas, nous devons supprimer des emplois et des actions », résume Stevens Lemoine. Où iront se former les animateurs des centres de loisirs ou de vacances ? Et verra-t-on disparaître Radio Francas, ce bel outil qui permet à des centaines d'enfants et d'adolescents de réfléchir et de s'exprimer ? Il est utilisé dans les espaces jeunesse de la Ville et a été le support principal de la Semaine des droits de l'enfant menée l'an dernier à Saint-Étienne-du-Rouvray. Radio Francas intervient aussi dans des ateliers relais qui aident les jeunes collégiens en difficulté sco-



Faute de moyens, Interlude, lieu d'accueil enfant/parent, a dû revoir à la baisse ses heures d'ouverture au public.

laire. « Il y a de quoi être inquiet sur la dimension éducation, émancipation de l'individu, estime Johann Wallon, alors que la précarité des enfants, des jeunes va se

développer. Les conditions de vie ne sont déjà pas faciles pour les enfants, pas propices aux apprentissages. »

Les associations, soutenues par de nombreux élus, ont

obtenu du gouvernement le maintien des subventions pour 2008 et 2009 mais elles craignent pour leur indépendance. Elles craignent aussi la concurrence du privé pour qui

les loisirs, les vacances, l'accompagnement scolaire, sont un vaste marché qui peut être rentable. Mais à quel prix pour les familles ? ♦

L'expert

« Les enfants ont besoin d'ouvertures »

Bernard Bier est chargé d'étude et de formation à l'Injep, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Comment est née l'éducation populaire ?

B. B : L'éducation populaire, c'est un siècle d'histoire, avec des évolutions, des recompositions. Elle se développe en complémentarité de l'école, dans le champ laïc mais aussi confessionnel. Ce sont les classes moyennes, souvent des enseignants, qui, dans une optique républicaine, veulent prolonger l'éducation. L'intérêt est qu'elle vise tous les publics. Après la première Guerre mondiale où beaucoup d'hommes meurent, face à une génération sans pères, l'éducation populaire se recentre sur la jeunesse, avec une autre dimension, celle qu'on retrouve dans le Front populaire : tous les gamins ont droit aux vacances, au sport, à la culture, toujours dans la complémentarité de l'école. Troisième temps, après la seconde Guerre mondiale, après des régimes totalitaires qui ont embrigadé la jeunesse, l'État choisit de déléguer aux associations, qui

reçoivent beaucoup d'argent et gèrent beaucoup. Dans les années 1980, avec les difficultés dans les banlieues, on demande aux associations d'intervenir dans des pôles d'insertion, la politique de la ville, ce à quoi elles ne sont pas forcément formées. En même temps, naissent des petites associations, qui font de l'éducation populaire sans s'en réclamer.

Là, ce sont des difficultés nouvelles, qui touchent tout le milieu associatif.

B. B : On est pris dans la réduction générale des politiques publiques (RGPP), qui vise tout le monde. C'est aussi le retour d'un centralisme d'État. D'une politique contractuelle, où on se mettait autour de la table et on discutait, on passe à une logique d'appel à projet où les financements ne sont accordés que s'ils concordent avec la ligne officielle. Du côté politique, dans cette culture de rentabilité, de résultat, on ne se rend pas compte du

rôle du mouvement associatif, qui construit du lien social. Il est juste d'exiger des résultats quand on reçoit de l'argent public, mais lesquels ? Il ne suffit pas d'avoir tant de jeunes devant un ballon, il faut voir ce qui se construit, la plus-value éducative...

Justement, l'éducation populaire occupe un espace entre l'école et la famille.

B. B : Je sors d'un colloque sur « comment sortir du face à face école-famille ». Je crois beaucoup aux projets éducatifs de territoire. C'est à l'école de prendre en charge les difficultés scolaires, mais les enfants pour s'épanouir ont besoin d'autres ouvertures, sport, culture, qui ne passent pas par l'école et qui justement font que l'école a du sens. Il faut vraiment réfléchir ensemble, sur la durée, avec les parents, usagers, jeunes, tous ont à apporter.

Élus communistes et républicains

Le rapport du comité Balladur sur la réforme des collectivités s'apparente à une vulgaire tentative de museler les derniers contre-pouvoirs institutionnels échappant encore à la main mise du président de la République. Il ne propose rien de moins que le dépeçage des compétences des communes et des départements au profit de métropoles et de grandes régions créées de toutes pièces, ainsi que la privatisation des services publics locaux en organisant l'asphyxie financière des collectivités locales. Cette réforme vise à forcer l'ensemble des collectivités, qui dépensent aujourd'hui 180 milliards d'euros, à confier leurs services potentiellement rentables aux entreprises privées, tout en les contraignant à supprimer une partie des prestations qu'elles offrent actuellement aux populations. Au

contraire, les élus communistes proposent de démocratiser les institutions locales en luttant contre l'éloignement des lieux de décision. L'échelon communal doit demeurer l'élément de référence des habitants. De même, ils proposent d'allouer de nouveaux moyens financiers aux collectivités en instaurant des impôts locaux justes, progressifs et efficaces, tenant compte des revenus des ménages, ainsi que la taxation des produits financiers des entreprises.

Hubert Wulfranc, Joachim Moysse, Francine Goyer, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Jérôme Gosselin, Marie-Agnès Lallier, Pascale Mirey, Josiane Romero, Francis Schilliger, Robert Hais, Najia Atif, Murielle Renaux, Houria Soltane, Daniel Vezie, Vanessa Ridet, Malika Amari, Pascal Le Cousin, Didier Quint.

Élus UMP, divers droite

En dénigrant les réformes et l'action du gouvernement de façon systématique et inconsidérée voilà que 76 % des Français, selon un sondage publié au *Journal du dimanche*, ne croient pas que la gauche puissent apporter des réponses crédibles et sérieuses à la crise. Notre groupe constate aujourd'hui que la gestion de notre ville ne répond pas à l'attente de tous les Stéphanois qui sont privés de logements et d'emplois et s'exilent vers des lieux plus propices au développement économique et social (voir le recensement 2009 de la population est de 28 000 habitants) c'est l'exode! Contrairement aux mesures du sommet social de mars 2009 qui ont pour but d'aider les Français qui sont victimes de la crise et mettre plus de justice des partages des profits, l'équipe

dirigeante engluée dans un endettement abyssal n'a plus de marge de manœuvre pour investir, créer du travail et aider les plus fragiles. Pour les expulsions locatives interdites, le gouvernement a mis en place une commission départementale tenue par le préfet pour assurer le relogement ou la garantie des risques locatifs pour les propriétaires. Le groupe UMP de Saint-Étienne vous informe qu'il reçoit les Stéphanois tous les premiers mercredis de chaque mois à 18 h 30 au 265, rue de Paris.

Serge Cros, Louise Patenere, Gérard Vittet.

Élus socialistes et républicains

Martine Aubry vient de lancer la campagne des socialistes contre les atteintes aux libertés publiques en présentant le livre: « La France en libertés surveillées ». Depuis plusieurs mois et dans un même mouvement, les injustices, les reniements de droits sociaux et les atteintes répétées aux libertés publiques se succèdent:

- le vote du paquet fiscal et la loi sur la récidive instaurant les peines planchers,
- les franchises médicales et la loi sur la rétention de sûreté,
- la réécriture du Code du travail et la reprise en main de l'audiovisuel public.

On pourrait multiplier les exemples, le mouvement de recul des droits est global.

Cet activisme dans la concentration du pouvoir est aujourd'hui le principal

moteur de l'action de Sarkozy.

Face à ce mouvement historique de régression des libertés, la gauche doit d'abord assumer son rôle: celui de révéler la réalité de l'action du pouvoir en place.

Les socialistes sont au cœur de la mobilisation pour défendre les valeurs de la République.

Si pour nous, la question sociale est centrale dans un pays rongé par les injustices et la précarité, refuser l'entreprise de déconstruction des libertés publiques actuellement à l'œuvre est un devoir.

Rémy Orange, Annette de Toledo, Patrick Morisse, Danièle Auzou, Daniel Launay, Thérèse-Marie Ramarosan, Catherine Depitre, Philippe Schapman, Dominique Grevrand, Catherine Olivier, David Fontaine, Béatrice Aoune-Sougrati.

Droits de cité, 100 % à gauche

3 millions de manifestants le 19 mars! 50 000 à Rouen. Un immense raz de marée plus fort que le 29 janvier. Tous, coude à coude, salariés privé, public, chômeurs, jeunes et retraités! Le privé est entré en grève. Cette colère puissante contre le mépris, la morgue de Sarkozy et Parisot: c'est une force énorme!

Soyons sûrs qu'IL nous a vus, qu'il n'est pas si tranquille qu'il veut laisser paraître. L'autocollant « casse-toi, pov' con! », mot célèbre du président, fleurissait partout dans la manif. Même à droite, des critiques naissent sur le bouclier fiscal.

Revendiquons, nous, un bouclier social! Une augmentation de 200€ des salaires, pensions et minima sociaux. L'arrêt des licenciements et des suppressions de postes dans la

fonction publique. La défense de tous les services publics.

Taxer les profits, supprimer le bouclier fiscal des riches, arrêter les subventions à ceux qui licencient; l'argent est là!

À présent, étendons la mobilisation, la grève générale, mettons-nous toujours plus, tous ensemble. [Comme à la Guadeloupe, on tient bon, déterminés, unis.] Oui, nous pouvons faire céder Sarkozy et son gouvernement, gagner sur nos revendications et construire une alternative politique pour la dignité de notre vie.

Michelle Ernis.

Hip-hop

Les Sexy chocolat relèvent le défi

Dans le cadre du challenge « Allez les filles », les demoiselles de l'association de hip-hop « Just kiff dancing » organisent un stage de danse urbaine du 18 au 22 avril.

Les danseuses du groupe, Les Sexy chocolat, ont mis sur pied un beau projet à la fois sportif et culturel. Elles organisent pendant une semaine en avril un stage de danse hip-hop de haute volée. Pour ce faire, elles se sont inscrites au challenge « Allez les filles », financé par La Fondation de France et le Conseil général de la Seine-Maritime. Un challenge qui vise à la fois la promotion des jeunes filles et celle du sport, en mettant en avant la mixité, la santé et le civisme.

Leur défi a été de monter un stage du 18 au 22 avril autour de la diversité de la danse urbaine d'aujourd'hui. Il sera animé par des professionnels que les amateurs de cette danse connaissent forcément: Junior Almeida, Nathalie Lucas, Ricky Soul, D'dy et Djamal. La seule évocation de leur nom décuple la motivation des organisatrices et de l'animatrice de leur association, Nadège Deville, qui ne compte plus ses heures depuis septembre dernier pour que tout se passe parfaitement. « Les pros ont été engagés sur leurs qualités techniques, mais aussi pédagogiques », précise Nadège Deville. C'est la première fois que l'association stéphanaise de hip-hop organise un stage de danse urbaine ouvert à toutes et tous dans la ville. La municipalité a



En s'inscrivant au challenge « Allez les filles », les Sexy chocolat participent à la promotion du sport féminin dans les quartiers.

prêté le gymnase Auguste-Rouland, rue du Petit-bois, pour l'occasion.

Au programme, pas moins de 17 cours proposés durant ces cinq jours. Le challenge « Allez les filles » récompensera deux jeunes filles: avec un stage de danse à Toulouse début juillet au centre James Carlès et une séance photo en studio offerte par une enseignante stéphanaise. N'importe qui peut gagner... à condition d'être une fille puisque le challenge est fait pour elles. Pour les danseuses de Sexy chocolat, l'ambition va plus loin: « L'important, c'est qu'on puisse renouveler ce stage l'an prochain et qu'on

fasse du hip-hop », précise l'énergique Marine, qui aime, comme ses copines, plus que tout s'exprimer et travailler sa confiance sur scène.

Vous avez jusqu'au 4 avril prochain pour bénéficier de prix avantageux, à 15€ le cours. Après cette date, les tarifs seront un petit peu plus élevés, mais néanmoins toujours bon marché compte tenu de la qualité technique offerte lors de ces cinq jours. ♦

• **Pour tout contact:**
06 60 08 21 94,
mail: justkiffdancing@hotmail.fr

Rendez-vous

Festival recherche jeunes talents

Jeunes chanteurs ou groupes de musiques actuelles, faites-vous connaître! Le service municipal de la jeunesse de Saint-Étienne-du-Rouvray ouvre les présélections pour participer à la sixième édition du Festival des jeunes talents samedi 20 juin à la salle festive. Ce concours est ouvert aux groupes ou chanteurs individuels amateurs à partir de 16 ans, dans différentes catégories (rock, rap, chanson, funk/festif...). Il permet à ces jeunes talents de se produire dans des conditions professionnelles, devant le public. À l'issue du concours un jury composé de professionnels du secteur culturel et musical sélectionnera trois gagnants qui repartiront chacun avec un chèque de 500€.

Les artistes peuvent envoyer leur candidature jusqu'au 6 mai en y joignant un CV et un CD à: Mairie de Saint-Étienne-du-Rouvray, département Jeunesse, place de la Libération, 76806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex. ♦

Un swing tiré de la poche

La chanson a cappella est à la fête samedi 11 avril avec un concert du trio Chanson de poche, précédé par des élèves fraîchement initiés au swing vocal.

Le trio Chanson de poche donne de la voix samedi 11 avril pour un concert gra-

tuit a cappella. Sur scène, trois complices, « trois funambules sur le fil de la voix », Françoise Cornu, Christophe

Basset et Marc Meyer qui gère également la direction musicale et les arrangements. « Du swing zazou à la "vocal-chimie" d'André Minvielle, connue ou inconnue, chaque chanson est ciselée pour devenir un nouveau petit monde, dialogue à trois grouillant de vie », précise le groupe.

Ce rendez-vous musical vient conclure une belle aventure menée depuis plusieurs mois par Marie-Laure Lavouée, professeur de chant du conservatoire de musique et de danse qui a proposé à ses élèves et aux amateurs de chants quatre masterclasses dirigées par Marc Meyer. Les participants ont pu s'initier aux techniques du swing vocal. « *Le swing fait danser les mots et onomatopées et rebondit*

en accords cocasses ou impertinents », précise Marie-Laure Lavouée. Marc Meyer a ainsi abordé les spécificités du chant a cappella avec des arrangements à plusieurs voix qu'il a créés pour la circonstance. Au programme pour les élèves *La Javanaise* de Serge Gainsbourg, *Le cinématographe* de Boris Vian ou encore *Tout le monde veut devenir un chat*, extrait des Aristochats. Autant de chansons que les élèves interpréteront en première partie du trio Chanson de poche le 11 avril. ♦

• **Chanson de poche** en concert, samedi 11 avril, 20h30, à l'espace Georges-Déziré, 271, rue de Paris. Entrée 6,50€. Gratuit pour les moins de 16 ans. Réservations au 0235 027690.



Les complices du trio vocal Chanson de poche en concert le 11 avril.

Diversité

Concert → 1^{er} avril

Moment autour du clavecin

Après une première partie par les élèves de la classe de clavecin du conservatoire de musique et de danse, le public aura le plaisir d'écouter Marouan Mankar, nouveau professeur, dans un répertoire de musique ancienne. **Espace Georges-Déziré, salle Raymond-Devos à 19h30. Entrée gratuite. Le Mobilo'bus y emmène les personnes à mobilité réduite en réservant au guichet unique: 0232958394.**

Théâtre → 4 avril

La Poche Parmentier

Georges Perec n'a cessé d'explorer notre lien au réel. Ici, cinq personnages, sous le regard d'un sixième, oscillent entre joie et détresse, l'épluchage de pommes de terre figurant leur unique relais vers une réalité incertaine. Karen Fichelson signe une passionnante mise en scène à la lumière de l'esthétique générale de Perec. **Le Rive Gauche à 20h30. Billetterie: 0232919494.**

Concert → 4 avril

Journée musique ancienne

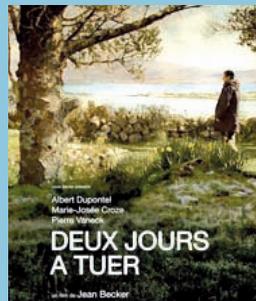
Les élèves des classes de flûte à bec, viole de gambe, guitare et luth sont en première partie de cette journée musique ancienne, à 18 heures. Viendra ensuite, à 19h30, un concert avec La Villanella « Les plaisirs du palais ». **Espace Georges-Déziré, salle Leonard-Bernstein à 18 heures. Entrée gratuite. Réservations au 0235 0276 89.**

Cinéma seniors → 6 avril

Deux jours à tuer

Le service vie sociale des seniors propose une sortie au cinéma d'Elbeuf, lundi 6 avril à 14h15. Au programme, *Deux jours à tuer*, film dramatique de Jean Becker, avec Albert Dupontel, Marie-Josée Croze, Pierre Vanneck... Antoine Méliot, la quarantaine, a tout pour être heureux. Mais un jour, il décide de tout saboter en un week-end. Tarif: 2,30€.

Inscriptions lundi 30 mars au 0232959358 dans la limite des places disponibles.



Mais aussi...

Au Rive Gauche, à 20h30: Éric Le Lann/Jannick Top, jazz, le 27 mars. **Que ma joie demeure**, compagnie Fêtes Galantes, danse, le 31 mars et **Ashes**, Ballets C. de la B., danse, le 7 avril. Billetterie: 0232919494.

Richard Mamana, exposition de peinture jusqu'au 18 avril. Centre Georges-Brassens. Entrée libre. Accueil de groupes et de scolaires sur rendez-vous, renseignements au 0235640625.

Chantal Prévost, exposition de peinture jusqu'au 17 avril (sauf le 8 avril). Le Rive Gauche, entrée libre du mardi au vendredi de 13 heures à 17h30 et soirs de spectacle.

S.A.R.L. CRIVELLI Daniel

*Création
depuis 1980*

Couverture - Zinguerie - Ramonage - Isolation - Aménagement des combles
Tubage de cheminée - (Qualification Qualibat)

du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30

Domicile : 14, rue Armand Barbès - 76800 St Etienne du Rouvray - Port . : 06 60 53 80 77

Bureau : Z.I. du Madrillet - Rue de la Boulaie - 76800 St Etienne du Rouvray
Tél. : 02 35 65 28 78 - Fax : 02 35 65 37 58

Email : sarl.crivelli@free.fr - pages jaunes « en savoir plus »



A F DEPANNAGE
PRESTATIONS DE SERVICE

ALEXANDRE FRANCK

8 RUE ESNAULT PELTERIE
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

MENUISERIE
PLOMBERIE
PETITE ELECTRICITE
PETITE RENOVATION

Tél. : 06 89 38 87 76
Fax : 02 35 60 81 48
franck358@infonie.fr
siren 402 412 795/RM76

Michele Marc Coiffure
Une équipe dynamique à votre service

*Préparez-vous pour
la « nouvelle tendance »
Printemps - Été 2009 !*

Permanente « Revlon »
Coloration « L'Oréal »
Dépositaire Kerastase

Coiffure dames :

Aurélie, Delphine, Michèle, Sylvie

Coiffure hommes & juniors :
Philippe

*Forfait mariée, Coiffure artistique,
nous réaliserons vos idées !*
Chèques cadeau - Carte de fidélité

Ouvert du lundi après midi au samedi

13 place de Verdun 76300 Sotteville-les-Rouen - Tél : 02 35 63 58 10

Salon climatisé

MONVILLE OPTICIEN



Une paire achetée
=
une paire offerte

Saint-Etienne-du-Rouvray

Centre commercial Ernest Renan - Métro Ernest Renan

Tél. : 02 35 65 55 66

Annoncez-vous dans

Le Stéphanois

Diffusé chez tous vos clients
résidentiels ou professionnels,

Distribué dans toutes
les boîtes aux lettres

Pour toutes vos insertions,
contactez :

Pascal Gauthier
06 78 17 33 05



médias
& PUBLICITÉ

Tél : 01 49 46 29 46
mpublicite@groupemedias.com
www.groupemedias.com

Boxe

L'école des bons poings

Avant 14 ans, la boxe s'exerce sans porter les coups. Cela s'appelle la boxe éducative et une vingtaine d'enfants la pratique avec le Ring stéphanois.

Mardi et mercredi soir, la salle de boxe du parc omnisports Youri-Gagarine s'ouvre aux enfants. Ils sont cette année une vingtaine à pratiquer la discipline sportive. Comme Alisson, 10 ans, qui explique que c'est « surtout pour bouger, dépenser l'énergie ». Quand elle n'a pas les gants, elle joue du violon alto au conservatoire. Ce qui montre que la boxe n'est pas qu'une affaire de garçon et qu'elle peut rimer avec culture et sensibilité. Son voisin, 12 ans, avoue derrière son protégé dents, qu'il aime bien la boxe pour la bagarre. Il a tout faux. « La boxe, ce n'est pas la bagarre », le reprend Mohamed El Karraz, leur entraîneur. « On ne doit pas être agressif, sinon on perd des points », ajoute Kenny, qui pratique la boxe depuis deux ans.



Le Ring stéphanois accueille les enfants à partir de 7 ans dans sa section de boxe éducative.

Avant 14 ans, la boxe est dite éducative et se pratique sans porter les coups. « Il faut toucher sans frapper, précise Mohamed El Karraz. Les enfants apprennent qu'il y a des règles, une technique; qu'il faut aussi savoir observer avant d'agir, on ne met pas ses coups n'importe comment. Le

nom le dit bien, c'est vraiment éducatif. La boxe les cadre, leur apprend le respect. » « Cela évite de faire n'importe quoi dans le sport et dans la vie, appuie Olivier Kemayou, président du club. Quand on sait ce que c'est que recevoir un coup, on se contrôle. En même temps c'est le nid des

champions. Ils apprennent une coordination de mouvements qui est essentielle pour devenir un bon boxeur, s'ils veulent continuer après en boxe amateur. La boxe éducative, c'est ma principale préoccupation », ajoute Olivier Kemayou qui se réjouit de voir les effectifs de 7/13 ans remonter. Le Ring sté-

phanois est le plus grand club de la Seine-Maritime mais en boxe éducative, ses participants étaient jusqu'alors peu nombreux.

En janvier dernier, les jeunes boxeurs et boxeuses sont tous montés sur le ring pour leur premier gala, au gymnase de l'Insa. « La moitié de nos jeunes ont gagné leur combat, dit fièrement le président. C'était leur championnat du monde. » Kenny a bien aimé, c'était mieux qu'à l'entraînement : « Sur le ring, on ne se connaît pas. Il faut regarder comment l'autre bouge. » Prochain défi le 18 avril, les jeunes du Ring participeront au championnat de Normandie de boxe éducative à Saint-Lô. ♦

• **Ring stéphanois**, salle du Cosum, parc omnisports Youri-Gagarine. Contact : 0680019777.

FSGT

Dix ans et une longue marche

La FSGT fête les dix ans de son local rue Charles-Péguy, et organise un week-end festif les 4 et 5 avril. La manifestation s'intitule « Yes week-end ». Premier rendez-vous, samedi 4 avril, pour un débat à 14 heures sur la jeunesse avec l'association Déclit, suivi d'un cocktail musical avec le groupe Osmoz. Des animations de football, tennis-ballon, volley-ball sont prévues, ainsi qu'une démonstration de pétanque à l'aveugle avec l'ARSAAH (Association rouennaise des sportifs aveugles).

Dimanche, la FSGT propose quatre heures de

marche, sur une boucle de 1,6 km dans le quartier, autour du local, que chacun fait à son rythme, en marche sportive ou en promenade. « Le classement se fait sur le nombre de tours, on peut commencer et finir quand on veut », précise Alain Delamare, président honoraire de la fédération. La marche se déroule de 9 à 13 heures, elle est réservée aux plus de 16 ans. L'inscription peut se faire sur place (2€). Les autres animations sont gratuites. ♦

• **Yes week-end**, 4 et 5 avril, rue Charles-Péguy.

Vite dit

Football, les prochains matchs

• 29 mars : stade Youri-Gagarine, 13 heures, 18 ans : FCSEF/Mesnil-Franqueville; 15 heures, seniors : FCSEF/Mesnil-Franqueville.

• 5 avril : stade Youri-Gagarine, 13 heures, 18 ans :

FCSEF/Forges-les-Eaux; 15 heures, seniors :

FCSEF/Forges-les-Eaux. Stade des Sapins, 15 heures, seniors : CCRP/Tourville-la-Rivière.

Pétanque

Le Club athlétique des cheminots stéphanois organise les 4 avril et 23 mai deux concours en triplette formée, ouverts à tous. Centre de loisirs SNCF, 2 rue des Bleuets. Contact : 02 35 65 12 65.

Invité



Au four et au bouquin



Pénalisé par une profonde dyslexie, Julien Archeray a trouvé sa voie comme cuisinier grâce à une orthophoniste perspicace et à un chef cuistot passionné.

Julien ouvre son livre de cuisine, tourne les pages jusqu'à trouver la recette de la sole normande. « Celle-ci, elle est vraiment difficile. Il faut retenir tous les ingrédients et toutes les étapes par cœur... » Un vrai casse-tête pour le jeune homme de 17 ans, en deuxième année de CAP cuisinier, handicapé depuis toujours par une profonde dyslexie, qui lui vaut des difficultés de lecture et de mémorisation. Et des recettes, il en a tout un chapelet à retenir pour le jour de l'examen, en mai. Malgré la difficulté, Julien Archeray s'accroche, bien épaulé au cours de sa formation par « son » chef qui l'a pris sous sa toque. L'apprenti cuistot, issu d'une fratrie de six enfants, a grandi au Bic Auber. Sa dyslexie n'a été diagnostiquée qu'en 6^e, « mais je n'en ai jamais souffert particulièrement ». C'est son orthophoniste qui va lui proposer en 5^e d'effectuer un

stage d'observation pour découvrir le métier de cuisinier. « En discutant, elle s'est rendu compte que j'aimais ça. Depuis que je suis tout jeune, à la maison, j'ai toujours cuisiné pour moi et pour les autres. »

Il met alors pour la première fois les pieds dans une cuisine professionnelle. Et là c'est le coup de foudre. Après sa 4^e, il entre au CFA Saint-Paul à Rouen et alterne les semaines de cours et de pratique derrière les fourneaux du bistrot rouennais haut de gamme Pascaline. Mais là encore, il doit surmonter ses problèmes, et trouver ses marques « J'ai eu beaucoup de mal à me repérer. » Ce que confirme Stéphane Berteaux, le chef en cuisine : « Là où les autres mettent d'habitude quatre mois, il en a mis six. J'étais au courant pour sa dyslexie, on a pris le temps qu'il fallait. Julien est motivé et donc motivant pour un formateur. De moins en moins de patrons veulent

prendre des apprentis, il y a trop de temps à passer. Mais quand on tombe sur un jeune sérieux, intéressé et volontaire, c'est un plaisir. Sur un effectif de classe de CAP, seuls 2 ou 3 élèves sont assez motivés pour faire carrière. »

Pas de corvée de plonge, mais des cours particuliers avec le chef.

Le jeune homme est bien tombé, il a échappé aux traditionnelles corvées de plonge ou d'épluchage, mais pas au nettoyage quotidien de la cuisine, au grattoir du sol au plafond. « On s'y met tous. C'est obligatoire avec les normes d'hygiène. »

Julien a démarré par la découpe des légumes : « Il faut être efficace, pas le temps de regarder le légume dans le blanc des yeux. » Il a aussi appris la fameuse règle des sept minutes, qui correspond au temps théorique maximum dont les cuisiniers disposent

pour envoyer une assiette en salle après la commande. Mais ce qu'il préfère, c'est la préparation du foie gras. En janvier dernier, l'apprenti et son maître sont partis ensemble à Lyon assister à une compétition mythique dans le monde des cuisiniers : les Boccuse d'or. « C'est comme se retrouver dans un stade de foot un soir de finale. Au centre, s'affrontent tous les concurrents et dans les gradins, autour, il y a les supporters déchainés venus du monde entier. Le plus impressionnant ce sont les décorations en chocolat, d'une finesse. Magique ! » Et son avenir, Julien, comment l'imagine-t-il ? Dans la restauration sans doute. Quoique la crise passe aussi par les salles de restaurants et lui fait craindre quelques difficultés... Pour l'heure, il se concentre sur la recette de la sole normande et les dizaines d'autres plats qu'il se doit de connaître sur le bout des doigts. ♦